

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 02/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BARBAZANGES TRI OUEST

6 rue Lafayette
44110 CHATEAUBRIANT

Références : N3-2023-581-RapportInspection
Code AIOT : 0006302453

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 dans l'établissement BARBAZANGES TRI OUEST implanté ZI - Rue du Général Bradley 44110 CHATEAUBRIANT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Rex incendie du 04/10/2022 sur un stockage de VHU dépollués (40) et non dépollués (21).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARBAZANGES TRI OUEST
- ZI - Rue du Général Bradley 44110 CHATEAUBRIANT
- Code AIOT : 0006302453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Centre de tri-transit avec découpage de métaux et ferrailles
Centre de dépollution de Véhicules Hors d'Usage
Transit de batteries

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

REX incendie du 04/10/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de défense et contrôles périodiques sécurité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	/	Sans objet
3	Gestion des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	/	Sans objet
5	Limitation de la propagation de l'incendie – Conditions de stockage des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	/	Sans objet
6	Maîtrise des rejets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 26, 31 et 33	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Retour d'expérience incendie 2022	Arrêté Préfectoral du 21/02/1986, article 4	/	Sans objet
4	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement a apporté des améliorations à ses modes de fonctionnement depuis les inspections de 2022 mais reste un site vieillissant que l'exploitant souhaite restructurer dès qu'il aura pu confirmer l'acquisition de la friche industrielle voisine, anciennement exploitée par la société ABRF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Retour d'expérience incendie 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/1986, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Retour d'expérience incendie 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : REX Incendie
Rappel de la situation de la visite du 13/10/22 – Un incendie s'est déclaré sur le site d'exploitation situé rue Bradley à Châteaubriant au niveau de l'activité d'entreposage et de dépollution de Véhicules Hors d'Usage (VHU), dans une zone d'entreposage de 21 VHU non dépollués et 40 VHU

dépollués.

Les services d'incendie et de secours ont été alertés par des riverains. Avant l'intervention des pompiers, l'exploitant a fermé la vanne de confinement des eaux d'incendie, ce qui a permis de les confiner puis de les évacuer vers un centre de traitement.

Constats – Des moyens de détection complémentaires, comme des caméras thermiques, ne sont actuellement pas envisagés, l'exploitant considérant que l'établissement n'abrite que peu d'activités et de matériaux susceptibles de générer et d'alimenter un incendie.

Concernant la vanne d'isolement (fonctionnement, clé de manœuvre...), l'exploitant indique que la consigne correspondante est portée à la connaissance des salariés dès le livret d'accueil lors de leur recrutement et fait l'objet de rappels lors de points sécurité.

A l'issue de l'intervention des pompiers, l'exploitant avait mis en place une surveillance accrue de l'établissement avec son prestataire habituel pendant la nuit pour anticiper toute éventuelle reprise de feu, une bonne pratique qui n'était pas anticipée avec le prestataire de surveillance, la société GIRSO.

Au titre du REX de ce site, l'exploitant indique avoir modifié sa procédure de gestion des VHU en retirant systématiquement les batteries dès l'arrivée des épaves. Par ailleurs, l'accès au site pour les pompiers a été facilité en introduisant un mot de passe unique pour tous les accès. Il figure dans le Plan d'Etablissement Répertoire (PER) détenu par le SDIS.

Observations – L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant d'engager des réflexions afin d'identifier par anticipation des solutions techniques en cas de sinistre pour le traitement des eaux d'extinction, d'exutoires pour les déchets sinistrés non valorisables, des mesures post-accidentelles de suivi des conséquences dans l'environnement (repérages des intérêts sensibles, connaissance des matrices à analyser, laboratoires, autres intervenants...).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de défense et vérifications périodiques sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des moyens de lutte contre incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Moyens de défense et vérifications périodiques et maintenance des équipements de sécurité

Rappel de la situation de la visite du 13/10/22 – Pendant l'incendie, les services d'incendie et de secours se sont raccordés au poteau incendie situé à proximité de l'entrée du site.

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de s'assurer de la conformité du poteau incendie auprès du gestionnaire de réseau (débit minimum de 60 m³/h sous une pression dynamique d'un bar, raccords normalisés...) et de lui rendre compte.

Constats – L'exploitant a communiqué les fiches de vérification des deux hydrants effectuées en 2019, l'un proche (rue du général Bradley) et l'autre plus éloigné (rue du général Eisenhower), tous deux ont été déclarés conformes avec des débits de 60 m³/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar.

L'exploitant a déclaré ne pas avoir connaissance des caractéristiques du réseau incendie, notamment si sa structure était maillée ou linéaire, ce qui peut fortement influencer le débit des poteaux les plus éloignés.

<p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'actualiser le calcul de ses besoins en eaux d'extinction en appliquant le guide D9 à l'établissement. Le cas échéant, les moyens devront être adaptés et le SDIS tenu informé.</p> <p>Les autres moyens de défense, les extincteurs (31 dont 1 de 50 kg sur roues), ont été vérifiés par la société NORMEO au cours d'un contrôle conduit le 03/11/2022. Le certificat de conformité Q4 attestant de la conformité à la règle R4 de l'APSAAD a été délivré.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter ses moyens d'intervention en disposant une réserve de sable (ou matériaux équivalents), dont le volume reste à définir, à proximité du bâtiment de stockage des tournures et des batteries.</p>
<p>Observations – Bien que ne relevant pas directement de sa responsabilité, l'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de veiller à disposer des informations de fonctionnement du réseau incendie en temps réel, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les fiches de vérification des hydrants dès leur émission en s'assurant qu'elles sont également communiquées au SDIS ; ➤ le débit instantané du réseau incendie lorsque tous les hydrants susceptibles d'être engagés dans la lutte contre sinistre impactant l'établissement sont en service ; ➤ les travaux sur le réseau incendie afin de mettre en place des mesures de secours complémentaires.
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Gestion des eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Moyen de confinement des eaux d'extinction</p>
<p>Rappel de la situation de la visite du 13/10/22 – Les eaux d'extinction ont été confinées sur site grâce à la fermeture de la vanne d'obturation du séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Considérant que la fonction de confinement méritait d'être précisée, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de vérifier le volume effectif réservé à cette fonction, de s'assurer qu'il correspondait au calcul effectué selon les modalités du D9A, que ce volume était disponible en toutes circonstances et de lui rendre compte.</p> <p>Constats – Ce site ancien, ne dispose pas d'un bassin de confinement des eaux d'incendie. Pour répondre à cette disposition, l'exploitant a équipé son séparateur d'hydrocarbures d'une vanne d'obturation qui permet de retenir environ 145 m³ sur le site en comptant les volumes du séparateur, des réseaux et d'un point bas du site qui fait office de rétention. A la suite du sinistre, l'exploitant a estimé le volume d'eau retenu à environ 20 m³.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'actualiser le calcul de ses capacités de rétention des eaux d'extinction en appliquant le guide D9A à l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle annuel des installations électriques
Prescription contrôlée : Contrôle annuel des installations électriques
<p>Constats – Le contrôle des installations électriques a été réalisé par la société APAVE au cours d'un contrôle conduit le 20/04/23 (le précédent datait du 28/04/22). Les certificats de conformité des installations Q18 (installations électriques) et Q19 (thermographie) ont été délivrés.</p> <p>Au cours de ces contrôles, l'exploitant suit le contrôleur de l'organisme afin de bien comprendre les observations et commentaires qui seront par la suite restitués dans le rapport de contrôle, ce qui constitue une bonne pratique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conditions de stockages et limitation de la propagation du sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Limitation de la propagation de l'incendie – Conditions de stockage des VHU
<p>Rappel de la situation de la visite du 13/10/22 – L'incendie s'est propagé dans un stockage de VHU non dépollués et dépollués en raison de conditions de stockage inadaptées, dont une trop grande proximité entre les dépôts qui a favorisé la propagation du sinistre d'un stock à l'autre.</p> <p>L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de mettre en place des conditions de stockage qui limitent la propagation d'un feu, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ un îlotage qui distingue les VHU dépollués des non-dépollués ainsi que des îlotages internes à ces zones (en définissant un nombre maximal de véhicules ou une surface par îlot ainsi qu'une distance entre îlots) ;➤ un plan de stockage affiché assorti de consignes à l'attention du personnel, accompagné, le cas échéant de marquages au sol. <p>Constats – L'exploitant a déclaré que lors du sinistre, il connaissait une situation dégradée avec une forte augmentation des VHU entreposés en raison d'une panne matérielle. Le jour de cette nouvelle visite, la situation était redevenue « normale » puisque seulement une quarantaine de VHU étaient présents sur une aire imperméabilisée contenue entre des séparations en béton.</p> <p>Bien que la situation soit redevenue satisfaisante après la remise en état des matériels de chantier, l'inspection des installations classées considère que la configuration de stockage de VHU en quantité importante est susceptible de se reproduire. Par conséquent, il est demandé à l'exploitant de proposer, comme demandé lors de la visite du 13/10/22, un stockage par îlotage, en distinguant les VHU pollués de ceux qui ne sont pas encore traités, dont les caractéristiques seront détaillées ou de limiter la quantité de VHU présents sur le site.</p> <p>Par contre, même si les risques de propagation peuvent être estimés limités compte tenu de ce constat, la végétation en limite de propriété est importante et mériterait d'être réduite, notamment à l'approche de la saison sèche. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'augmenter le niveau de son entretien.</p>

Les batteries sont entreposées dans un bâtiment et les pneumatiques sont régulièrement transférés sur le site rue Lafayette.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Maîtrise des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 26, 31 et 33
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux de rejet
Prescription contrôlée : Gestion des eaux du site – Contrôle annuel des eaux de rejets – Respect des VLE
<p><u>Rappel de la situation de la visite du 06/04/22</u> – Des zones d’entreposage de métaux ne sont pas imperméabilisées, ce qui ne permet pas la collecte de l'ensemble des eaux pluviales du site d'exploitation.</p> <p>La correction de ces écarts par une imperméabilisation des zones concernées a été demandée.</p> <p>Concernant les rejets, il est apparu que l'exploitant ne réalisait pas un suivi exhaustif des paramètres réglementaires, il manquait notamment le chrome hexavalent, l'étain et l'aluminium. Par contre, aucun dépassement des VLE n'avait été constaté pour les paramètres suivis.</p> <p>Le complément du spectre analytique des analyses des eaux de rejet a été demandé.</p> <p>Constats – Concernant l'imperméabilisation des zones de stockage des métaux, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à une analyse des risques de pollution des sols en fonction des matériaux entreposés ou activités exercées (potentiel de pollution) et du niveau de protection des sols (imperméabilisation). Cet examen, dont le rapport est à transmettre, doit conclure quant à la compatibilité des stockages avec la protection des sols.</p> <p>Pour les contrôles des rejets, l'exploitant a déclaré avoir complété les analyses par la mesure des paramètres manquants.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le dernier rapport d'analyse des rejets d'eau pluviales.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet